



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

taux

Question écrite n° 98184

Texte de la question

M. Rudy Salles attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les vives inquiétudes des professionnels du bâtiment quant à une possible remise en cause du taux de TVA (5,5 %) sur les travaux d'entretien-amélioration du bâtiment. Cette mesure de relance et de soutien concerne la plupart de nos concitoyens. Par ailleurs, la TVA à taux réduit a permis de développer l'activité du secteur (création d'emplois dans la filière et des secteurs connexes) et de réduire le travail clandestin dans la filière du bâtiment. Enfin, elle a accru la mise aux normes, notamment en matière de sécurité, des logements anciens. Les réflexions sur une possible modification du taux de TVA à 5,5 % et d'un retour partiel ou total à un taux de 19,6 % inquiètent les professionnels. Ils considèrent en effet que, si ces propositions devenaient effectives, elles seraient pénalisantes, non seulement pour le secteur de la construction, mais aussi pour l'économie française dans son ensemble. De telles initiatives pénaliseraient fortement le secteur du bâtiment alors que, depuis maintenant plus de dix ans, les avantages de la TVA à 5,5 % ont été largement démontrés. Aussi, il lui demande quelle est la position du Gouvernement sur ce sujet.

Texte de la réponse

L'article 279-0 bis du code général des impôts (CGI) soumet au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans. Cette mesure résulte des dispositions de la directive communautaire 1999/85/CEE du 22 octobre 1999, reprises dans la directive communautaire 2006/112/CE du 28 novembre 2006, qui autorise l'application d'un taux réduit de TVA à certains services à forte intensité de main-d'oeuvre, tels que, notamment, les travaux de rénovation et de réparation des logements privés. Si le droit communautaire prévoyait cette possibilité à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2010, la directive 2009/47/CE du 5 mai 2009 a pérennisé la faculté pour les États membres qui le souhaitent d'appliquer un taux réduit aux services en cause. Ainsi, la France a la possibilité de continuer à appliquer un taux réduit de TVA aux prestations de travaux de rénovation dans les logements privés. Le Gouvernement reste très attaché à ce dispositif qui s'est montré efficace pour soutenir l'activité économique et lutter contre le travail illégal. Il n'envisage pas de le remettre en cause. Ces précisions sont de nature à répondre pleinement aux préoccupations exprimées.

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 98184

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 janvier 2011, page 390

Réponse publiée le : 22 février 2011, page 1799